



FICHE REPÈRES DU RSU 2023



Les communes de plus de 20 000 habitants

Cette Fiche reprend les principaux indicateurs du RSU 2023. Elle permet à une collectivité de se comparer à un groupe de collectivités présentant les mêmes caractéristiques (ex : type de collectivités, nombre d'agents, strate démographique...). Elle a été réalisée via l'application www.donnees-sociales.fr.

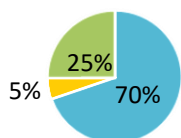
TAUX DE RETOUR

100%

Les communes de plus de 20 000 habitants représentent 0,6% des collectivités et établissements publics territoriaux du département au 31/12/2023 et emploient 24% des effectifs. Sur les 6 communes recensées, toutes ont transmis leur RSU.
> 13 046 agents recensés dans ces collectivités dont 9 110 fonctionnaires, 667 contractuels permanents et 3 269 contractuels non permanents

Effectifs

70% des agents sont fonctionnaires



■ Fonctionnaires
■ Contractuels permanents
■ Contractuels non permanents



Minimum	Maximum	Effectif moyen	Nb de coll concernées
239	6 558	1 518	6
9	211	111	6
20	2 596	545	6

En moyenne, 4 agents sur emploi fonctionnel dans chaque collectivité

14,24 % des contractuels permanents en CDI

Précisions emplois non permanents

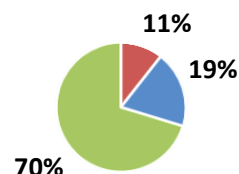
- ⇒ 0 % des agents recrutés dans le cadre d'un emploi aidé
- ⇒ 20 % des agents sont saisonniers ou occasionnels

Caractéristiques des agents permanents

43% d'agents relevant de la filière technique

Filière	Titulaire	Contractuel	Tous	Nb moyen par coll concernée
Administrative	19,8%	21,0%	19,9%	324,3
Technique	43,8%	36,7%	43,3%	706,0
Culturelle	6,9%	14,5%	7,4%	120,3
Sportive	1,7%	3,6%	1,8%	29,8
Sociale	12,4%	10,0%	12,3%	200,2
Médico-sociale	4,9%	6,3%	5,0%	81,5
Médico-technique	0,0%	0,4%	0,1%	1,3
Police municipale	4,9%	0,0%	4,6%	74,3
Animation	5,5%	7,3%	5,7%	92,2
Total	100%	100%	100%	1 630

70% d'agents relevant de la catégorie C



	Effectif moyen
■ Catégorie A	172,7
■ Catégorie B	311,3
■ Catégorie C	1 145,5

Le taux de féminisation des emplois permanents est de : 66%

■ Hommes
■ Femmes

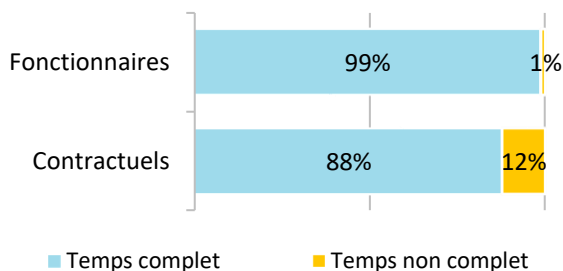
Fonctionnaires	34%	66%
Contractuels	34%	66%
Ensemble	34%	66%

Le cadre d'emplois des adjoints techniques rassemble 32% des agents

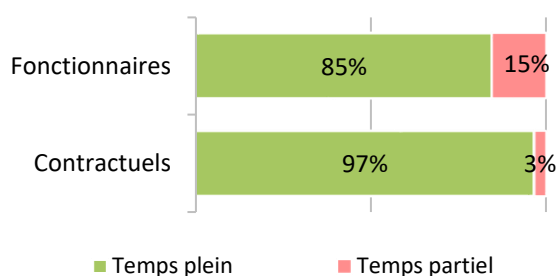
Cadres d'emplois	% d'agents
Adjoints techniques	32%
Adjoints administratifs	12%
ATSEM	9%
Agents de maîtrise	8%
Agents de police municipale	4%

Temps de travail des agents permanents

- 99% des fonctionnaires à temps complet contre 88% des contractuels



- 15% des fonctionnaires à temps partiel contre 3% des contractuels



- Les filières les plus concernées par le temps non complet

Filière	Fonctionnaire	Filière	Contractuel
Culturelle	9%	Culturelle	56%
Animation	3%	Animation	12%
Technique	1%	Médico-sociale	12%

- Part des agents permanents à temps partiel selon le genre

2,8% des hommes à temps partiel
20,7% des femmes à temps partiel

Remarque : les agents intercommunaux sont comptés plusieurs fois comme des agents à temps non complet.

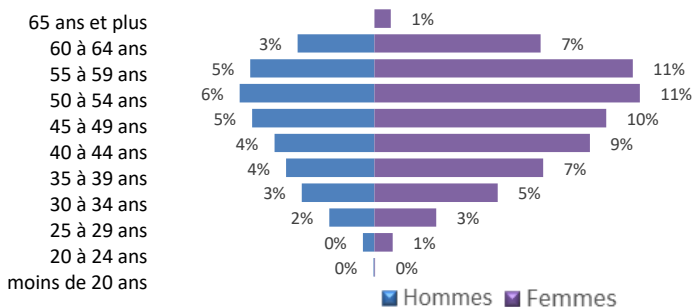
Pyramide des âges

- En moyenne, les agents ont 48 ans

Âge moyen* des agents permanents	
Fonctionnaires	48,06
Contractuels permanents	39,87
Ensemble des permanents	47,50
Âge moyen* des agents non permanents	
Contractuels non permanents	36,62



Pyramide des âges
des agents sur emploi permanent



* L'âge moyen est calculé sur la base des tranches d'âge

Équivalent temps plein rémunéré

- En moyenne, 1 973,1 agents en Equivalent Temps Plein Rémunéré (ETPR) par collectivité



> 1 507,3 fonctionnaires
> 103,4 contractuels permanents
> 362,4 contractuels non permanents

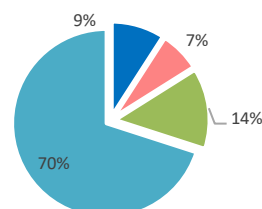
ETPR permanents moyens par catégorie

Catégorie A	167,2 ETPR
Catégorie B	298,8 ETPR
Catégorie C	1144,7 ETPR

Positions particulières

10,2% des agents permanents sont en position statutaire particulière

- Part d'agents détachés dans une autre structure
- Part d'agents détachés dans la collectivité
- Part d'agents mise à disposition dans une autre structure
- Autres positions particulières



Mouvements

- En 2023, le taux de rotation moyen des effectifs permanents est de 12,9%

Fonctionnaires	Contractuels permanents
10,4%	48,1%

Emplois moyens permanents rémunérés

Effectif physique théorique au 31/12/2022	Effectif physique au 31/12/2023
1742,7 agents	1629,5 agents

¹ cf. page 7

Variation des effectifs* entre le 1er janvier et le 31 décembre 2023		
Fonctionnaires	↘	-6,6%
Contractuels	↘	-5,5%
Ensemble	↘	-6,5%

- Principales causes de départ d'agents permanents

Départ à la retraite	27%
Mutation (changement de collectivité)	19%
Fin de contrat (hors agents contractuels mis en stage dans l'année)	15%
Mise en disponibilité de droit	12%
Démission	7%

- Principaux modes d'arrivée d'agents permanents

Voie de mutation	29%
Remplaçants	19%
Recrutement direct - Agent déjà présent en tant que contractuel non permanent	14%
Article 3 hors remplaçants, retours ou réintégrations	10%
Recrutement direct - Nouvel arrivant dans la collectivité	8%

* Variation des effectifs :

(effectif physique rémunéré au 31/12/2023 - effectif physique théorique rémunéré au 31/12/2022) / (Effectif physique théorique rémunéré au 31/12/2022)

Évolution professionnelle

- Concours et examens professionnels

En moyenne, 3,7% des agents permanents présents au 31/12 ont été titularisés dans l'année

- 14 Ruptures conventionnelles actées en 2023

33,3% des collectivités ont initié au moins une procédure de rupture conventionnelle
100% sont à l'initiative de l'agent

- Avancements et promotions

Nombre moyen d'agents concernés sur 10

Non concernés	4 agents sur 10
Avancements d'échelon	5 agents sur 10
Avancements de grade	1 agent sur 10
Promotions	Moins de 1 agent sur 10

0,99% des agents concernés

Sanctions disciplinaires

- 17% des collectivités sont concernées par au moins une sanction disciplinaire en 2023.

Nombre de sanctions prononcées concernant les fonctionnaires en 2023

	Hommes	Femmes
Sanctions 1 ^{er} groupe	19	3
Sanctions 2 ^{ème} groupe	0	0
Sanctions 3 ^{ème} groupe	1	-
Sanctions 4 ^{ème} groupe	2	-

Une sanction prononcée à l'encontre d'un fonctionnaire stagiaire

2 sanctions prononcées à l'encontre d'agents contractuels

- Principaux motifs des sanctions prononcées (fonctionnaires et contractuels en 2023)

Qualité de service (manquement aux sujétions du service, négligence, désobéissance hiérarchique, absence irrégulière, abandon de poste)	39%
Incorrections, violences, insultes, harcèlement moral	32%
Probité, intégrité (détournement, conservation de fonds, malversation, vol, dégradation, dettes, chèque sans provision)	14%

Budget et rémunérations



- Les charges de personnel représentent 61,44 % des dépenses de fonctionnement

Montant
moyen

Budget de
fonctionnement

140 241 737 €

Charges de
personnel

86 167 528 €



Soit 61,44 % des
dépenses de
fonctionnement

Mise en place du RIFSEEP

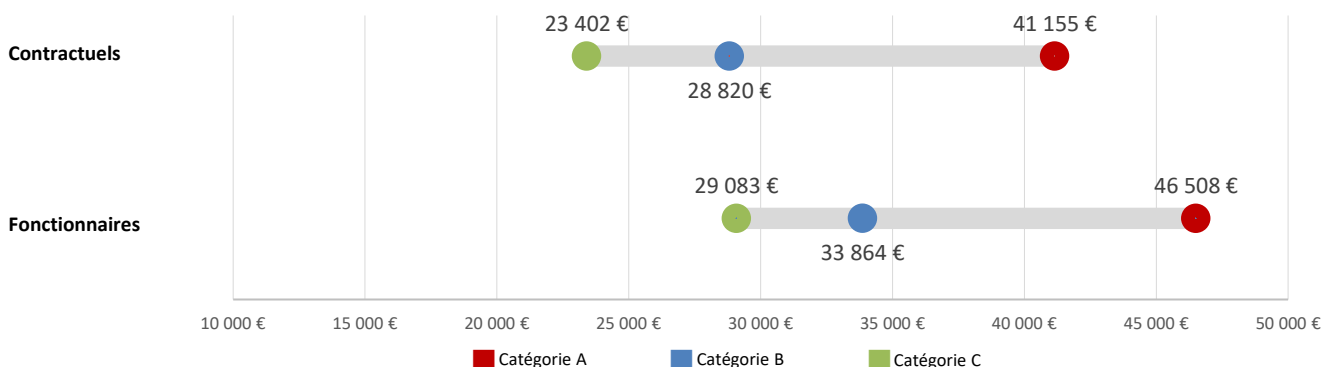
- pour au moins un cadre d'emplois pour les fonctionnaires
- pour les contractuels permanents



33% des collectivités prévoient le maintien des primes en cas de congé de maladie ordinaire

Oui Non Ne sait pas

Rémunération moyenne par équivalent temps plein rémunéré des agents permanents



La part du régime indemnitaire sur les rémunérations annuelles brutes pour l'ensemble des agents permanents est de 21,44 %

Le dénominateur intègre le traitement indiciaire de rémunération des agents

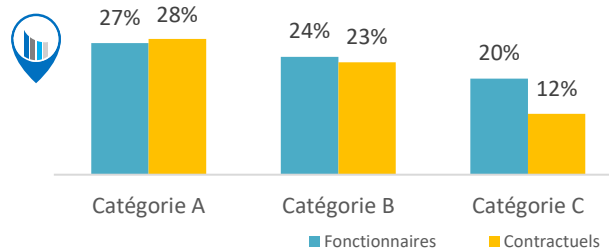
Part du régime indemnitaire
sur les rémunérations :

Fonctionnaires 21,49%

Contractuels sur emplois permanents 20,74%

Ensemble 21,44%

Part du régime indemnitaire sur les rémunérations
par catégorie et par statut



En moyenne, 24851 heures supplémentaires/complémentaires pour les 100% de collectivités concernées

Nombre d'heures supplémentaires et complémentaires réalisées et rémunérées en moyenne par agent de collectivité concernée selon la filière



50% des collectivités adhèrent au régime d'assurance chômage pour la gestion de leurs anciens contractuels

En moyenne, 19,9 jours d'absence pour tout motif compressible par fonctionnaire



En moyenne, 5,7 jours d'absence pour tout motif compressible par contractuel permanent

	Fonctionnaires	Contractuels permanents	Ensemble agents permanents	Contractuels non permanents
Taux d'absentéisme « compressible » (maladies ordinaires et accidents de travail)	5,44%	1,56%	5,18%	1,82%
Taux d'absentéisme médical (toutes absences pour motif médical)	8,72%	1,56%	8,23%	1,88%
Taux d'absentéisme global (toutes absences y compris maternité, paternité et autre)	9,39%	2,17%	8,90%	2,18%

Cf. p7 Précisions méthodologiques pour les groupes d'absences

Taux d'absentéisme : nombre de jours d'absence / (nombre total d'agents x 365)

> 49,53 % des agents ont eu au moins un jour de carence prélevé

Accidents du travail

100% des collectivités concernées par des accidents de travail

> 7,9 accidents du travail pour 100 agents

> En moyenne, 44 jours d'absence consécutifs par accident du travail

Type d'accident



Service 85%
Trajet 15%

Genre



Femmes 63%
Hommes 37%

Catégorie



Catégorie A 4%
Catégorie B 11%
Catégorie C 85%

54% des accidents concernent la filière technique

Handicap

83% des collectivités ont au moins un agent BOETH

Taux de BOETH: 9,0%

Genre



Femmes 77%
Hommes 23%

Statut



Fonctionnaires 97%
Contractuels perm. 3%

Catégorie



Catégorie A 4%
Catégorie B 13%
Catégorie C 83%

6 travailleurs handicapés recrutés sur emploi non permanent

Dépenses moyennes couvrant l'obligation d'emploi (collectivités concernées)

Dépenses afférentes à la passation de contrats de fourniture, de sous-traitance ou de prestations de services avec des entreprises adaptées	37 476 €
Dépenses destinées à favoriser l'accueil, l'insertion ou le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés	22 634 €

Prévention et risques professionnels

133 jours moyens de formation liés à la prévention (habilitations et formations obligatoires)

Dépense moyenne en formation : 12 746 €

Existence d'un document unique (DUERP)



Existence d'un registre de santé et de sécurité



Existence d'un plan de prévention des RPS



Part des agents permanents ayant bénéficié d'une visite médicale spontanée

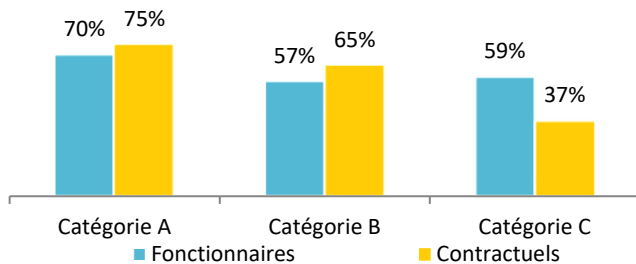
2,3% des femmes
1,1% des hommes

Formation Agents présents au 31 décembre

En 2023, 60% des agents permanents ont suivi une formation d'au moins un jour

57% des femmes et 64% des hommes

Pourcentage d'agents par catégorie et par statut ayant bénéficié d'au moins un jour de formation

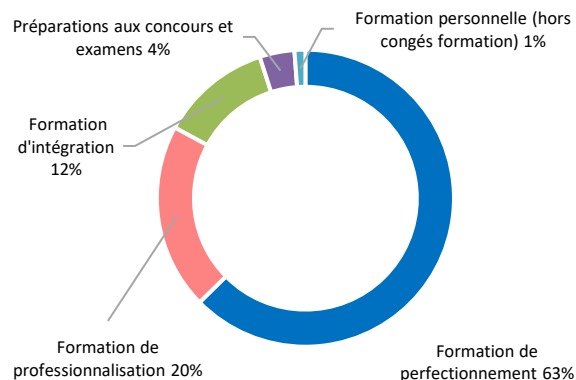


Le budget médian consacré à la formation est de 366 476 €

Répartition des dépenses de formation

Autres organismes	58%
CNFPT au titre de la cotisation obligatoire	35%
CNFPT au-delà de la cotisation obligatoire	2%
Frais de déplacement	2%
Coût de la formation des apprentis	2%

Répartition selon le type de formation



Nombre moyen de jours de formation par agent permanent :

> 2,6 jours par agent

Répartition des jours de formation par organisme

CNFPT cotisation obligatoire	36%
Autres organismes	33%
Collectivité	25%
CNFPT au-delà de la cotisation obligatoire	6%

Action sociale et protection sociale complémentaire

33% des collectivités ont un accord collectif sur la protection sociale complémentaire

67% ont adhéré à une convention de participation santé souscrite par le centre de gestion

Santé Prévoyance

Montant moyen annuel par bénéficiaire

237 € 142 €

En cours Oui Non Ne sait pas

L'action sociale des collectivités

Prestations servies directement par la collectivité



Prestations servies par l'intermédiaire d'une association locale



Prestations servies par l'intermédiaire d'une association nationale



Relations sociales

83% des collectivités concernées par des grèves



660 jours de grève en moyenne par collectivité



Nombre moyen de réunions des instances

CST	CAP	CCP
6	1	1

40,0% des collectivités ont engagé des négociations collectives



60,0% ont conclu un ou plusieurs accords collectifs

Les principales négociations

Action sociale
Protection sociale complémentaire
Temps de travail, qualité de vie au travail

Les principaux accords

Formation professionnelle
Protection sociale complémentaire
Temps de travail, qualité de vie au travail

Précisions méthodologiques

1 Formules de calcul - Effectif théorique au 31/12/2022

Pour les fonctionnaires :

Total de l'effectif physique rémunéré des fonctionnaires au 31/12

- + Départs définitifs de titulaires ou de stagiaires
- + Départs temporaires non rémunérés
- Arrivées de titulaires ou de stagiaires
- Stagiairisation de contractuels de la collectivité
- Retours de titulaires stagiaires

Pour les contractuels permanents :

Total de l'effectif physique rémunéré des contractuels au 31/12

- + Départs définitifs de contractuels
- + Départs temporaires non rémunérés
- + Stagiairisation de contractuels de la collectivité
- Arrivées de contractuels
- Retours de contractuels

Pour l'ensemble des agents permanents :

Effectif théorique des fonctionnaires au 31/12/2022

+ Effectif théorique des contractuels permanents au 31/12/2022

2 Formules de calcul - Taux d'absentéisme

$$\frac{\text{Nombre de jours calendaires d'absence}}{\text{Nombre d'agents au 31/12/2023} \times 365} \times 100$$

Les journées d'absence sont décomptées en jours calendaires pour respecter les saisies réalisées dans les logiciels de paie

Note de lecture :

Si le taux d'absentéisme est de 8 %, cela signifie que pour 100 agents de la collectivité, un équivalent de 8 agents a été absent toute l'année.

3 « groupes d'absences »

1. Absences compressibles : Maladie ordinaire et accidents du travail	2. Absences médicales : Absences compressibles + longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie, maladie professionnelle	3. Absences Globales : Absences médicales + maternité, paternité adoption, autres raisons*
---	--	--

** Les absences pour "autres raisons" correspondent aux autorisations spéciales d'absences (motif familial, concours...) Ne sont pas comptabilisés les jours de formation et les absences pour motif syndical ou de représentation.*

En raison de certains arrondis, la somme des pourcentages peut ne pas être égale à 100 %

Réalisation

Cette fiche Repères reprend les principaux indicateurs du RSU 2023. Ces données ont pour objectif de bénéficier d'une vue d'ensemble des effectifs correspondant à un groupe de collectivités constitué par le Centre de Gestion et ainsi de disposer d'éléments de comparaison respectant les mêmes modes de calcul que les synthèses individuelles du RSU.



L'outil automatisé permettant la réalisation de cette synthèse a été développé par le Comité Technique des Chargés d'études des Observatoires Régionaux des Centres de Gestion.

Date de publication : avril 2025